

Histoire

LES SOCIAL-DÉMOCRATIES EUROPÉENNES FACE À LA RÉVOLTE ÉTUDIANTE DE LA FIN DES ANNÉES 1960

Ismail Ferhat

11/09/2018

En s'appuyant sur les archives de l'Internationale socialiste, Ismail Ferhat, maître de conférences à l'Université de Picardie Jules Verne (ESPE d'Amiens) et chercheur rattaché au laboratoire CAREF, revient, en cette année de commémoration des événements de 1968, sur les rapports entre sociaux-démocrates européens et l'éducation à la fin des années 1960 par une approche transnationale et comparative. Une note en partenariat avec The Conversation.

Lorsque des étudiants des universités de Trente (Italie) et de Louvain (Belgique) se mobilisent respectivement à partir de janvier et de mai 1966, peu d'éléments laissent penser que ces mouvements seront les détonateurs d'une série d'explosions dans l'enseignement supérieur européen qui vont culminer en 1968. La nature conservatrice et catholique des deux institutions, la faiblesse relative numérique du nombre d'étudiants parmi les jeunes européens – dont l'immense majorité était déjà entrée dans le monde du travail – et l'idée que les idéologies étaient moins prégnantes ne laissaient pas présager une telle évolution. L'Europe, entendue ici comme l'aire démocratique du continent, s'est pourtant mise à l'heure de la révolte étudiante globale, de Berkeley à Tokyo et de Mexico à Rome.

Les chrétiens-démocrates, qui constituaient alors l'une des forces politiques dominantes de l'Europe, étaient d'autant plus déstabilisés que les cas de Trente ou de Louvain et les parcours de nombreux activistes étudiants plongeaient leurs racines dans le militantisme catholique. Chez le leader étudiant allemand Rudi Dutschke ou chez certains Provos, l'héritage du protestantisme progressiste exerça également une influence non négligeable. Mais quelle fut la réaction aux révoltes étudiantes de l'autre grande famille politique du continent, les sociaux-démocrates ? Du puissant Parti social-démocrate allemand (SPD) à la SFIO française affaiblie, du socialisme italien d'opposition au Labour Party britannique au pouvoir, comment ont-ils réagi ?

L'étudiant, une figure peu investie par les sociaux-démocrates d'après-guerre

Dans l'Europe matériellement et moralement dévastée de 1945, les sociaux-démocrates sont marqués par les expériences qu'ils ont subies. Beaucoup, en particulier en Europe centrale et méditerranéenne – et c'est une expérience qui peut expliquer certaines réactions face à la révolte étudiante des années 1960 – ont souffert de l'absence de démocratie. Régimes autoritaires de droite, fascisme, nazisme et communisme ont signifié pour les sociaux-démocrates des pays de la péninsule ibérique, du bloc de l'Est, d'Allemagne et d'Autriche des années, voire des décennies de clandestinité, de persécution et d'exil. L'après-1945 voit l'implacable soviétisation de l'est du continent, dont ils sont aussi les victimes. La conférence socialiste internationale de Baarn, aux Pays-Bas, du 14 au 16 mai 1949, est d'ailleurs consacrée entre autres au problème de ces nouvelles persécutions politiques et des réfugiés fuyant l'Europe communiste. Pour des leaders sociaux-démocrates comme Guy Mollet, Willy Brandt ou Bruno Kreisky, cette douloureuse histoire – qu'ils ont vécue personnellement – pèse lourdement sur leurs choix politiques, notamment concernant les questions d'éducation.

Il n'est dès lors pas fortuit qu'à la conférence internationale socialiste de Londres du 3 au 5 mars 1945 soient réclamés le contrôle et la refonte du système éducatif allemand, alors même que la guerre n'est pas finie et que l'Europe est le lieu d'une catastrophe humanitaire sans précédent. Afin d'éliminer toute trace du nazisme, le congrès du Parti socialiste belge, du 9 au 11 juillet 1945, formule une demande similaire. Les sociaux-démocrates sont convaincus que les institutions éducatives sont parmi les plus sûrs fondements de régimes politiques libres. Avec la montée de la guerre froide, le constat s'étend au monde communiste, où les écoles sont largement instrumentalisées par les régimes marxistes-léninistes. Une brochure de présentation du Labour Party de 1947, *A Guide to the Elements of Socialism*, présente l'éducation comme un moyen indispensable pour combattre l'endoctrinement politique quel qu'il soit.

Cette position antitotalitaire et antiautoritaire face au système éducatif est d'autant plus marquante qu'elle ne constituait pas un projet abstrait. Entre 1944 et 1947, presque tous les pays de l'ouest nouvellement libérés – à l'exception du Luxembourg, des Pays-Bas, de l'Autriche et de l'Italie – ont eu au moins une fois des sociaux-démocrates à la tête du ministère chargé de l'éducation. S'ils s'occupaient du secteur, leurs programmes n'étaient pas particulièrement novateurs pour autant. Ils visaient à une démocratisation de l'enseignement promue par la plupart des résistances en Europe occidentale occupée. L'*Education Act* britannique du 3 août 1944, passé sous une majorité conservatrice, le préambule de la Constitution française du 27 octobre 1946 et l'article 34 de la Constitution italienne du 22 décembre 1947 sont autant d'exemples de ce projet

éducatif dont les sociaux-démocrates sont les porteurs parmi d'autres. Le premier congrès de l'Internationale socialiste, du 30 juin au 3 juillet 1951 à Francfort-sur-le-Main (RFA), proclame ainsi son attachement au « droit des enfants [...] à l'éducation » sans en définir plus précisément le contenu.

Dans cette situation, et par-delà les différences nationales, les étudiants ne constituent pas un véritable enjeu pour cette famille politique, et ce, jusqu'aux années 1960. Ils ne sont certes pas totalement absents. Le Labour Party, qui a acquis une importance nouvelle dans la social-démocratie européenne – accueil de nombreux militants venus du reste de l'Europe, installation de l'embryon de la future Internationale socialiste à Londres, victoire législative de 1945 contre Winston Churchill –, est très impliqué dans l'éducation démocratique contre le communisme. Le parti organise ainsi une école d'été internationale en juin 1947 à Cambridge, regroupant des étudiants sociaux-démocrates. Cet événement montre d'ailleurs la relative faiblesse organisationnelle des partis dans ce secteur. Le Labour Party ne possédait pas d'organisation étudiante à proprement parler, ce que la direction du parti a déploré à l'occasion de cette université d'été.

Un tel manque d'intérêt s'explique aussi par une perception de classe profondément ancrée dans des social-démocraties alors au sommet de leur influence dans le monde ouvrier de bien des pays européens. Les étudiants constituaient une petite minorité, souvent issue de la bourgeoisie. Jusqu'aux années 1960, ils ne représentaient pas une priorité dans les projets éducatifs sociaux-démocrates. Le sentiment pouvait être relativement explicite. Ce fut le cas lors du congrès du Labour Party à Scarborough, du 29 septembre au 3 octobre 1958, où l'on insista fortement sur le coût des études supérieures et le faible nombre d'étudiants en Grande-Bretagne.

Cet ouvriérisme pouvait jouer aussi de manière plus implicite, dans une forme de désintérêt à l'égard des étudiants et de l'enseignement supérieur, peu ou pas mentionnés dans les programmes, les projets et les déclarations. Quand, en 1954, Karl Waldbrunner, cosecraire du Parti social-démocrate d'Autriche (SPÖ) et ministre des transports et des industries nationalisées, présente le projet culturel et éducatif des socialistes autrichiens, il ne s'intéresse que peu aux étudiants. Lors de la conférence commune des sociaux-démocrates scandinaves le 25 février 1957 à Saltsjöbaden (Suède) sur l'éducation, l'enseignement supérieur n'est pas abordé dans la déclaration finale. Dans certains cas, comme pour la SFIO française ou le Parti socialiste italien, les rapports à cette catégorie étaient d'autant plus compliqués qu'une partie importante des étudiants de gauche avait rejoint le mouvement communiste. Qui plus est, en France, nombre de ceux-ci avaient largement condamné la guerre d'Algérie que le gouvernement à direction socialiste avait poursuivie en 1956-1957. Dans d'autres social-démocraties apparaissait le souhait de résoudre la contradiction

entre ouvriérisme et volonté de mieux prendre en compte les étudiants. Il conduisit à considérer ces derniers comme des « travailleurs intellectuels », comme l'ont fait les travaillistes néerlandais lors de leur congrès à Amsterdam du 12 au 14 novembre 1959. Les étudiants étaient dès lors rattachés au monde du travail, au cœur du modèle de société que les sociaux-démocrates privilégiaient.

Que faire ? La social-démocratie et la montée des étudiants (début des années 1960)

Si les sociaux-démocrates européens semblent peu diserts sur le monde étudiant jusqu'aux années 1960, cette dernière décennie met un terme à ce silence relatif inspiré par des motifs complexes. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette mutation. La première est démographique. L'arrivée des classes d'âge du baby-boom aux portes de l'enseignement supérieur européen conduit en effet à un premier élargissement de celui-ci. Certes, les étudiants restent d'une origine sociale globalement favorisée, et la sociologie critique de l'éducation, alors en pleine émergence, en fait le féroce constat. Cependant, cette origine sociale est moins monolithique, et les femmes pénètrent massivement les amphithéâtres, une nouveauté radicale à l'échelle de l'histoire de l'enseignement supérieur occidental. L'émergence des « jeunes » comme catégorie sociale et culturelle spécifique – qui n'efface pas les différences sociales – joue aussi. Cette jeunesse, apparemment plus homogène, constitue un levier de déstabilisation pour les sociaux-démocrates, peu ou prou habitués à la primauté d'une lecture du corps social en termes de classe. Politiquement, la radicalisation d'une fraction des catholiques de gauche, le tiers-mondisme, l'atténuation de l'anticommunisme social-démocrate des débuts de la guerre froide entraînent l'émergence de forces politiques autonomes résolument situées à gauche des socialistes européens. Citons la création du Parti socialiste unifié français en 1960, le départ de l'organisation des étudiants socialistes (Sozialistische Deutsche Studentenbund, ou SDS) de la SPD allemande en 1961, l'exclusion du groupe Orientering (littéralement, « Orientation ») du parti travailliste norvégien et la création subséquente du SF (socialistes de gauche) la même année, ou la naissance du Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria (PSIUP), par scission avec le Parti socialiste italien, en 1964.

Ces organisations, quoique faibles, pouvaient avoir des conséquences non négligeables pour la social-démocratie : le SF norvégien, avec seulement deux députés, contribua à faire nommer pour la première fois depuis 1945 un gouvernement non travailliste. En Allemagne, le SDS devint un des piliers de l'« opposition extraparlamentaire » (APO) non seulement contre les gouvernements chrétiens-démocrates, mais aussi contre la SPD qui avait renoncé à de nombreux pans du marxisme au congrès de Bad Godesberg (1959) et qui participa à partir de 1966 à la « grande

coalition » gouvernementale. Or, ces forces à la gauche de la social-démocratie faisaient du monde intellectuel et universitaire un enjeu important. Ainsi, les militants du PSU français avaient une influence importante sur l'organisation étudiante UNEF durant les années 1960. Le rejet de la guerre du Vietnam servit de catalyseur à ce rapprochement à partir du milieu des années 1960 des réseaux de la contestation étudiante globale de la décennie.

Lors de sa conférence du 20 au 23 juillet 1960 à Beaumont-sur-Oise (France), l'organisation des enseignants sociaux-démocrates, l'International Union of Social Democratic Teachers (IUSDT), rattachée à l'Internationale socialiste, fait de « l'accès à l'université » le thème central. Le congrès de l'Internationale socialiste à Oslo, du 2 au 4 juin 1962, conclut son texte de conférence par un « appel [...] aux jeunes en particulier, pour saisir les opportunités que les efforts des générations précédentes ont enfin ouvertes ». La formule est doublement ambivalente : elle ne cite pas les étudiants – alors très minoritaires dans la jeunesse européenne, il est vrai – et elle appelle les jeunes à une forme de fidélité à l'histoire des combats progressistes. Les sociaux-démocrates européens restent de fait généralistes et flous dans leur vision de l'enseignement supérieur. En témoigne le discours du dirigeant travailliste Harold Wilson au congrès du Labour Party du 30 septembre au 4 octobre 1963 à Scarborough, intitulé « Labour and the Scientific Revolution », en faveur de l'ouverture des universités. Il ne pose pas véritablement la question de la place et du rôle des étudiants autrement que comme futurs travailleurs.

Plus encore, au sein de la social-démocratie germanique, le rejet de l'extrémisme politique, de droite comme de gauche, entraîne un souci de ferme contrôle de l'université par le gouvernement démocratique. Cela apparaît explicitement dans le discours du socialiste autrichien Bruno Pittermann lors du congrès du SPÖ, les 18 et 19 juin 1963 à Vienne. Il voyait dans ce contrôle une condition nécessaire de « l'université démocratique ». Une telle volonté de maîtrise des institutions universitaires ne pouvait manquer de heurter des mobilisations étudiantes qui, précisément, réclamaient le droit de les cogérer.

En mai, fais ce qui te paraît possible ? Une social-démocratie européenne déstabilisée

Les révoltes étudiantes de la seconde moitié des années 1960 révèlent ces ambivalences sociales-démocrates. Dans le cas britannique, la situation est d'autant plus difficile pour le Labour Party que la contestation étudiante de 1967 – comparativement moins forte que sur le continent – non seulement survient alors qu'il est au pouvoir, mais commence de plus dans une institution à laquelle il est historiquement lié, la London School of Economics (LSE). Le 13 mars 1967, des élèves

occupent une partie des locaux, une première dans l'histoire universitaire britannique. Cet événement est aussi une démonstration du contexte global de la révolte étudiante – la contestation a commencé avec le rejet du nouveau directeur de la LSE, Walter Adams, dont les responsabilités éducatives dans la Rhodésie (ancienne dénomination du Zimbabwe et alors marquée par un régime raciste) étaient critiquées. Néanmoins, la révolte étudiante britannique resta limitée et, d'une certaine manière, le fait qu'elle ait commencé dans une institution aussi élitaire que prestigieuse a probablement évité au Labour Party d'être véritablement déstabilisé.

En RFA, la contestation étudiante à Berlin-Ouest était récurrente depuis 1964, notamment avec des manifestations régulières contre la politique occidentale dans le tiers-monde. Le 21 janvier 1967, Willy Brandt, ancien maire de la ville devenu vice-chancelier du gouvernement SPD-CDU, s'exprimant au Conseil de l'Europe, soulignait dans un discours se voulant rassurant que le risque d'extrémisme politique était faible dans son pays. La révolte étudiante éclate cependant lorsqu'un policier berlinois tua par balle un étudiant, Benno Ohnesorg, le 2 juin 1967 lors d'une manifestation contre la visite du shah d'Iran – il fut découvert en 2009 que le policier était lié à la Stasi est-allemande. La SDS et son leader, Rudi Dutschke, sont au cœur de la contestation qui marque durablement la ville et d'autres centres universitaires allemands.

Le discours de Willy Brandt symbolise les tentatives d'apaisement marquées par une relativisation de la crise étudiante par une partie des partis sociaux-démocrates européens, à mesure que celle-ci se développe en 1967-1968. Haakon Lie, dirigeant du parti travailliste norvégien, reprend les mêmes arguments lors d'un discours adressé aux étudiants de son organisation, et publié par le journal du parti le 28 février 1967. Bruno Kreisky, lors de son intervention auprès des jeunes socialistes autrichiens à Vienne le 23 juin 1968 – en pleine éruption étudiante dans plusieurs pays européens – se montre particulièrement hostile aux mouvements étudiants les plus radicaux, accusant notamment Rudi Dutschke (pourtant pacifiste revendiqué) de conduire à la violence, et appelant à ne pas rejeter le réformisme.

Les sociaux-démocrates ont cependant cherché à répondre aux mouvements étudiants par des propositions concrètes. Face à la contestation, déjà bien visible en Italie et en RFA, l'Internationale socialiste organisa à Dietzenbach (RFA) du 10 au 14 décembre 1967 un séminaire inédit, intitulé « Labour Movement and Higher Education ». Mais cette réflexion programmatique fut heurtée de plein fouet par l'explosion du printemps 1968. La conférence des enseignants sociaux-démocrates à Darmstadt (RFA) du 28 juillet au 3 août 1968 en fait le constat. Elle appelle à nouveau à une « démocratisation de l'enseignement », comme elle le fait depuis des années au sein de cette famille politique sans préciser en quoi consisterait cette démocratisation. Plus étonnant encore, la résolution VII de la conférence de l'Internationale socialiste à Copenhague, les 21 et 22 août 1968,

présente les revendications étudiantes comme étant fondamentalement partagées par les sociaux-démocrates – alors même que les partis et les gouvernements s'en réclamant n'ont pas été épargnés par la contestation.

Cette volonté de camoufler ou de relativiser les déchirures suscitées par la révolte étudiante ne pouvait masquer des tensions bien plus fortes au sein de la famille sociale-démocrate. Leur ouvriérisme conduisait parfois les social-démocraties européennes à souligner que les étudiants, révoltés ou pas, restaient globalement des privilégiés parmi les jeunes. C'est ce qui pouvait transparaître dans certaines propositions du programme du Labour Party britannique présenté à la conférence de Blackpool (Grande-Bretagne) du 30 septembre au 4 octobre 1968, qui visaient à rappeler aux étudiants leurs obligations supposées envers la société. Dans le même temps, les organisations de jeunesse socialistes, qui auraient pu constituer un lien avec le monde étudiant, étaient affaiblies ou divisées. L'Internationale socialiste était elle-même partiellement paralysée : son organisation de jeunesse, l'International Union of Socialist Youth (IUSY), devait aborder la crise étudiante le 23 juillet 1968. Or, sa réunion de direction du 20 au 25 juillet est bouleversée par la révélation du fait que l'IUSY a reçu des subsides liés à la CIA. Les organisations de jeunesse sociales-démocrates de Scandinavie, déjà influencées par l'aile gauche de leur parti, dénoncent violemment ces liens financiers. Lors du congrès des jeunes du SPD à Bad Godesberg, les 11 et 12 janvier 1969, Willy Brandt critique le mouvement radical chez les étudiants, provoquant les protestations de l'assemblée. La révolte étudiante était décidément difficile à comprendre pour ce qui apparaissait de plus en plus littéralement comme de « vieilles maisons » de la politique européenne.

Conclusion

La contestation étudiante fut à la fois un détail et un moment crucial pour les social-démocraties européennes. Politiquement, celles-ci continuèrent à être une force majeure du continent. Durant la décennie suivante, elles connurent même une nouvelle expansion, notamment en France ou dans les nouvelles démocraties méditerranéennes (Grèce, Portugal, Espagne). Pourtant, les foyers de révolte étudiante qui se sont multipliés de 1966 à 1968 – et qui ont parfois débouché sur un activisme violent, comme en Italie, en RFA et, plus marginalement, en France – ont marqué profondément la social-démocratie européenne. Les revendications estudiantines visant à transformer le système éducatif – et, plus simplement, à en massifier l'accès – et à changer le corps social (culture, genre, hiérarchies, mode de vie...) conduisirent les sociaux-démocrates à modifier profondément leurs programmes, leurs modalités d'action et leurs politiques nationales comme locales. Paradoxalement, ce fut Bruno Kreisky, loin d'être le leader social-démocrate le plus favorable à ces révoltes, qui en proposa une des premières traductions sous la forme d'un projet.

En 1970, préparant la nouvelle décennie, il appela la social-démocratie européenne à entrer pleinement dans une nouvelle phase idéologique, plus ouverte aux transformations socio-culturelles, que les étudiants avaient largement contribué à inaugurer malgré elle.

Retrouvez une version courte de cette note sur le site de notre partenaire [The Conversation](#)